



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 21 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLIERES DE LA CORNUAILLE - SNC

Le Grand Pâtis
44850 Saint-Mars-Du-Désert

Références : 2025-13_INSP_RAP_AS_SDC Val-sur-Erdre
Code AIOT : 0006304733

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2025 dans l'établissement SABLIERES DE LA CORNUAILLE - SNC implanté La Babinière La Cornuaille 49440 Val d'Erdre-Auxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite de suivi de l'inspection 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES DE LA CORNUAILLE - SNC
- La Babinière La Cornuaille 49440 Val d'Erdre-Auxence
- Code AIOT : 0006304733
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sablière avec extraction à la drague sous eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.12	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 3.2.4	/	Demande d'action corrective	6 mois
6	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Réaménagement coordonné à l'avancement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prescriptions sécheresse AP site	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.2.2 et 2.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 4	/	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.5.4	/	Sans objet
11	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a rendu compte du ralentissement des extractions au cours de ces dernières années en raison d'un gisement de médiocre qualité ainsi que des effets du ralentissement des activités économiques sur le rythme des extractions. En conséquence, l'exploitant envisage, dès à présent, la possibilité de prolonger son activité au-delà de la fin d'exploitation fixé à 2032 pour achever les phases d'extraction engagées avant de solliciter un renouvellement et une extension géographique de la carrière.

L'objet principal de la visite portait sur le suivi de l'inspection précédente (24/09/2024). Les constats ne mettent actuellement pas en évidence d'écarts majeurs sous réserve que les observations et remarques faites au cours de cette nouvelle visite soient suivies d'effets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresse AP site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III
Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions sécheresse
Prescription contrôlée – Le présent arrêté s’applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d’orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l’eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l’environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l’eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du Code de l’environnement.
Retours sur la visite du 24/09/2024 – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées à des périodes de sécheresse n’est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site. L’inspection des installations classées demande à l’exploitant d’assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les mesures de restrictions susceptibles de s’appliquer à l’établissement en raison des textes cités ou de sa situation particulière. Constats – L’exploitant assure une veille réglementaire relative au déclenchement des restrictions liées à l’apparition d’épisodes de sécheresse en consultant le site VIGIEAU en période estivale. Il précise, sur la base du dossier sur lequel s’est appuyée la procédure d’autorisation de 2007, ne pas avoir connaissance d’autres types de restrictions ou limites locales quant aux usages de l’eau. L’état de ses connaissances étant susceptible d’avoir évolué, l’inspection des installations classées recommande à l’exploitant de se rapprocher de son bureau d’études afin de confirmer la situation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réductions imposables à l’exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes de réduction imposés – Volume de référence
Prescription contrôlée – II. – Le volume de référence, auquel les réductions s’appliquent, est le prélèvement d’eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l’année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l’année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d’activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l’exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l’eau nécessaires à la sécurité et à l’intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l’incendie, ainsi qu’aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l’environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l’alimentation en eau potable de la population. Ce volume doit être justifié s’il dépasse la valeur forfaitaire de 5 %.
Retours sur la visite du 24/09/2024 – Dans une première approche volontairement maximaliste afin de donner un ordre de grandeur aux évaluations du volume de référence, l’exploitant a calculé le volume d’eau entraîné par les matériaux en tenant compte de la capacité maximale de production autorisée (300 000 t/an) de la carrière et d’une teneur en eau majorée retenue par les sables (7 %). Cette approche reste théorique et dimensionnante. Même s’il est intéressant de disposer de cette donnée en perspective, elle ne répond pas à la méthode d’évaluation du volume de référence présentée précédemment sachant que les dernières productions ont été de 180 000 t/2023 et 200 000 t/2024. L’inspection des installations classées demande à l’exploitant de définir son volume de référence

en fonction des données retenues par l'arrêté ministériel. L'année 2023 étant considérée comme dégradée pour des raisons tant économiques que techniques, il peut être accepté que l'exploitant évalue son volume de référence en tenant compte d'une estimation réelle de sa production.

En particulier, le calcul doit permettre de déduire du volume de référence les eaux pluviales et les consommations liées à la protection des intérêts cités, à minima 5 %.

Constats – L'exploitant a engagé une évaluation de son volume de référence (une première approche a été présentée). Le schéma de circulation des eaux consiste à pomper (par drague suceuse) l'eau et les sables dans la zone d'extractions de l'étang de 26 ha créé par les décennies d'exploitation. Ces flux sont transportés jusqu'à l'usine de traitement (lavage, criblage...) qui récupère les sables et les graviers avant de restituer l'eau en un autre point de l'étang, dans une zone déterminée dans le cadre du plan de réaménagement. La décantation de ces eaux doit, in fine, combler en partie l'excavation et créer des espaces zones humides et/ou naturelles.

Les eaux sont donc prélevées et restituées dans le même plan d'eau. Le prélèvement net de la carrière porte sur les entraînements par les matériaux, les pertes par évaporation et la maîtrise des incidences environnementales comme l'arrosage des pistes.

L'exploitant doit conduire son analyse conformément aux dispositions de l'arrêté référencé afin d'être en mesure, lors du déclenchement d'un épisode de sécheresse, de justifier du respect de ce texte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- Compléter le schéma détaillé du circuit des eaux en faisant apparaître les emplacements de tous les équipements (compteurs, débitmètres, vannes, circuits annexes...) ;
- Déterminer le volume de référence et conclure si la carrière est soumise à l'arrêté ministériel (AM) référencé (si > 10 000 m³/an) ;
- Optimiser les économies de la ressource (volume) et fixer (si soumis à l'AM) le plan d'action des réductions des consommations à mettre en place en fonction des niveaux de restrictions à atteindre.

Les conclusions de cette analyse sont à transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.12

Thème(s) : Risques chroniques, Comptes-rendus de surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée – Contrôles et analyses

Retours sur la visite du 24/09/2024 – En application de l'article référencé, l'exploitant a transmis la surveillance des eaux souterraines réalisée dans le réseau de piézomètres qui entoure la sablière ainsi que les résultats des contrôles des puits des riverains. Les résultats de cette surveillance retranscrits dans les rapports de CBTP Laboratoire appellent des questionnements sur :

- la nature des paramètres analysés dans les puits des riverains – Les paramètres recherchés sont principalement liés au caractère potable de l'eau et n'ont aucun lien avec les rejets potentiels de la sablière (par exemple, les nitrates, les nitrites...) ;

Les critères de choix des paramètres mesurés et l'intérêt de les suivre doivent être précisés d'autant que les seules analyses pratiquées ne permettent pas de conclure quant à la potabilité effective de l'eau des puits et ne sont pas représentatifs des incidences potentielles de la sablière ;

- la présentation des niveaux piézométriques – Les rapports de contrôles présentent l'évolution des battements de la nappe sur une période limitée de 3 années glissantes. Or, l'analyse du niveau de la nappe s'inscrit dans le temps long afin d'écarter les phénomènes exogènes et ponctuels et permettre de disposer d'une tendance susceptible d'être corrélés avec l'exploitation de la sablière ou des événements extérieurs (par exemple météorologiques...);

Les rapports de suivi des niveaux d'eaux dans les ouvrages (piézomètres, puits) doivent présenter la tendance de l'évolution de la nappe sur la période la plus longue possible ;

- l'implantation des piézomètres – Les rapports de suivi des niveaux d'eaux souterraines persistent à recenser des piézomètres « obstrués, introuvables, disparus... » alors que l'exploitant a fait l'objet d'une mise en demeure en 2020 lui demandant de remettre en état son parc d'ouvrages (8 au total) ;

Les rapports de suivi piézométriques ne doivent faire état que des ouvrages existants, en bon état de fonctionnement et effectivement contrôlés dans le cadre du suivi de la carrière ;

En outre, il est demandé à l'exploitant de commenter ses constats de la situation afin d'anticiper les évolutions de situation, notamment des dégradations de la nappe.

Constats – L'exploitant s'est engagé à transmettre le second rapport de surveillance des eaux souterraines 2024 qu'il corrige en tenant des observations ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Construction des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée – Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. **Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.** Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. **Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.** En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, **l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.**

[...]

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance **sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.**

[...]

Constats – La création de piézomètres relève de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature eau (IOTA) dont les ouvrages doivent respecter les dispositions techniques de construction prescrites par la référence réglementaire visée.

Les 3 forages vus au cours de la visite ne répondent pas aux règles techniques de construction fixées par l'arrêté ministériel du 11/09/2003 modifié le 24/09/2006, notamment :

- les margelles n'ont pas la surface requise de 3 m² (tout au plus 0,1 m², soit des côtés de l'ordre de 30 cm) et n'ont pas une hauteur de 0,3 m au-dessus du terrain naturel ;
- les fourreaux ne sont pas équipés d'un dispositif de sécurité interdisant leur accès ;
- les piézomètres ne sont pas identifiés ;
- le piézomètre en pieds de merlon présente des risques d'ensevelissement en raison de l'instabilité d'une partie de la terre végétale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre les piézomètres en conformité avec l'arrêté ministériel du 11/09/2003 modifié et de lui transmettre une attestation rendant compte de la réalisation effective et satisfaisante de ces travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, art. 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance des eaux souterraines

Prescription contrôlée – L'exploitant mettra en place un réseau de piézomètres permettant d'assurer un suivi du niveau de la nappe au fil de l'avancement de l'exploitation de la carrière. L'exploitant procède 2 fois par an (dont en été) à un contrôle du niveau des eaux et analyse l'influence de la carrière sur les résultats.

Constats – Au démarrage de l'exploitation, la carrière disposait d'un réseau constitué de 8 piézomètres dédiés à la surveillance de la nappe. L'inspection du 20/11/2020 avait conduit à constater que 5 d'entre eux, inclus dans la zone d'extraction en eau, avaient disparus du fait de l'avancement de l'exploitation et que sur les 3 restants et 2 demeuraient introuvables. Ces constats avaient conduit l'exploitant à créer 2 nouveaux piézomètres en 2021 en secteur Sud-Ouest dans la bande de garde de 10 m.

Toutefois, l'inspection des installations classées constate que le réseau initial de piézomètres, qui ceinturait le périmètre de la zone d'extraction, est désormais limité au front Ouest, ne rendant compte d'aucun suivi à l'Est et au Sud dans les secteurs où les extractions doivent se poursuivre.

Devant l'insuffisance de cette surveillance, l'exploitant a proposé de mettre en place des piézomètres dans la bande de garde de la zone projetée en extension, ce qui constitue une proposition satisfaisante au sens où les ouvrages permettront de constituer un historique du comportement de la nappe avant la réalisation de l'extension envisagée (ces données pourront être exploitées lors de la rédaction du dossier d'autorisation environnementale).

Une étude du maillage (en nombre d'ouvrages et en positionnement opportun de chacun) est à réaliser au préalable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser copie de l'étude d'implantation de ces piézomètres et de procéder à leur construction sous 6 mois dont il transmettra le compte-rendu d'exécution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007
Thème(s) : Risques chroniques, Comptes-rendus de surveillance
Prescription contrôlée – Transmission des éléments de surveillance de la carrière dont Art. 2.4.8 (Plans) – Art. 2.4.12 (Contrôles et analyses) – Art. 3.2.4 (Auto-surveillance eaux) – Art. 3.3.2 (Pollutions de l'air) – Art. 3.5.4 (Contrôles des niveaux sonores)
Retours sur la visite du 24/09/2024 – Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que la surveillance de la carrière était bien réalisée comme prescrite par l'arrêté d'autorisation du 02/05/2007 modifié mais que les éléments de suivi, dont les rapports de contrôles, n'étaient pas transmis à l'inspection en l'absence d'obligation fixée par le texte référencé.
Constats – L'inspection des installations classées considère que les seuls éléments portés dans la base GERE ne suffisent pas à rendre compte du suivi de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser annuellement (mois de mars) les éléments relatifs à la surveillance environnementale de la carrière réalisée au cours de l'exercice écoulé. L'objet de cette demande porte sur une synthèse des résultats de ce suivi (les rapports de contrôles rédigés par les laboratoires doivent rester disponibles sur demande).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.2.2 et 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée – Art. 1.2.2 - Les installations connexes à la carrière [...] - Un local de 50 m ² Art. 2.2.1 - L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté [...]
Retours sur la visite du 24/09/2024 – La zone dite « d'entretien » ne dispose toujours pas d'un local atelier qui permette d'entreposer les matériels et équipements dans des conditions satisfaisantes. Il en résulte que, faute de place et d'un local adapté, ils sont parfois entreposés en extérieur dans des conditions inadaptées. A cette occasion, il a été rappelé que le site n'a pas vocation à stocker les matériels obsolètes, mêmes inertes, dans un parc à déchets et que ces derniers doivent être évacués dans des délais raisonnables après leur remplacement. Par ailleurs, il a été observé à plusieurs reprises sur la périphérie de la zone réaménagée des déchets ou des matériels abandonnés, par exemples une palette, des containers plastiques, tuyauteries usagées de la drague... L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire évacuer ces déchets et les matériels obsolètes et de maintenir le site dans un bon état de propreté (délai d'exécution des travaux 1 mois).
Constats – La visite partielle des terrains exploités (78 ha) n'a pas conduit à constater la présence de déchets abandonnés ou non gérés. Certains déchets, comme un bidon initialement vu dans le

périmètre d'exploitation, ont été ramenés sur la plate-forme technique bétonnée en entrée de site. L'exploitant doit rester vigilant sur l'état de propreté de sa carrière, car un nouveau constat concernant le même objet ne saurait rester sans suite.

Par ailleurs, la zone de maintenance a fait l'objet de réparations (caniveau périphérique de la plate-forme étanche) et de rangement des contenants de fluides dangereux. Sur ce dernier point, **l'exploitant a proposé d'étendre sa zone de rétention en raison de l'importance des références de fluides qu'il est tenu de disposer pour les différents appoints de ses engins** (les constructeurs conditionnent le suivi et la garantie des équipements si l'exploitant utilise les produits qu'ils préconisent, ce qui a pour effet de multiplier les références).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réaménagement coordonné à l'avancement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Réaménagement coordonné à l'avancement

Prescription contrôlée – L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité [...]

Retours sur la visite du 24/09/2024 – L'exploitation de la zone Nord-Ouest est actuellement à l'arrêt sans avoir été réaménagée.

L'exploitation du gisement s'est déplacée vers le secteur Sud, au-delà du ruisseau « Moiron » qui doit accueillir un ouvrage de franchissement dont l'installation a pris du retard (art. 4 de l'AP du 19/10/2023). Les raisons du délaissement de la zone Nord-Ouest tiennent à la qualité médiocre de son gisement difficile et coûteux à exploiter alors que le gisement au Sud du « Moiron » est annoncé de grande qualité et facile à exploiter.

L'exploitant justifie le non-réaménagement de la zone Nord-Ouest en raison du gisement restant dont l'abandon définitif est suspendu à la décision de l'entreprise.

L'inspection des installations classées a rappelé que le principe du réaménagement coordonné à l'avancement est de limiter la durée des désordres à l'environnement. Cet objectif n'est pas compatible avec l'ouverture simultanée de plusieurs fronts. **Aussi, il est demandé à l'exploitant d'engager sans délai le réaménagement du secteur Nord-Ouest de la carrière.**

Constats – Au-delà des délaissés Nord-Ouest correspondant au chantier non encore fermé pour les raisons évoquées, il apparaît que la partie Nord-Ouest de l'étang n'est pas non plus réaménagée afin de laisser les accès à ce chantier. Les constats faits laissent toutefois apparaître des timides débuts de travaux de nivellement des berges et d'étalement de la terre végétale actuellement constituée en merlons dans l'attente de sa remise en place.

En résumé, malgré la mise à jour du phasage acté par l'arrêté complémentaire du 02/05/2022, l'état des berges du secteur Nord-Ouest correspond à celui qui était attendu à la fin de la phase 3 d'exploitation (2022) alors que le front en extraction, où la drague est actuellement positionnée, en secteur Sud, correspond à la phase 4 et que cette dernière est largement avancée.

Comment indiqué en 2024, ce retard du respect du phasage du réaménagement du secteur Nord-Ouest est uniquement suspendu à l'attentisme de l'entreprise qui s'interroge sur le devenir du gisement restant et a démarré les extractions en secteur Sud d'un gisement de meilleure qualité.

Il est rappelé à l'exploitant l'importance de la qualité du suivi de son exploitation et du respect de son règlement dans l'instruction des demandes de modifications et d'extension projetées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter un plan de réaménagement définitif des secteurs Nord et Ouest comprenant la remise en état de la zone Nord-Ouest encore en chantier ainsi que des linéaires des berges Nord et Ouest du plan d'eau conformément aux plans des phases 3 et 4 de l'arrêté du 02/05/2022.

Le plan d'action de cette remise en état est attendu sous 1 mois, délai de rigueur, accompagné d'un

échancier de travaux d'avancement qui devront être achevés au plus à l'automne 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée – Les plans de phasage annexés à l'arrêté préfectoral D3-2007 n° 243 du 2 mai 2007 visés aux articles 1.3.1, 2.4.5.1 et 2.5.1 sont remplacés par les plans de phasage annexés au présent arrêté.
<p>Constats – L'exploitant indique que malgré la mise à jour du plan de phasage intervenue en 2022, l'exploitation du gisement actuellement autorisé ne sera probablement pas aboutie à l'échéance programmée de 2032. En effet, Depuis 2009, la quantité moyenne annuelle extraite est de 233 000 t (3,7 Mt) pour une autorisation de 300 000 t/an. Même si les dernières années montrent une tendance à la hausse des quantités extraites avec 150 000 t/2023, 200 000 t/2024 et une perspective de 250 000 t/2025, le respect de l'échéance de 2032 reste hypothétique.</p> <p>Aussi, l'exploitant envisage dès à présent de demander une prolongation de son autorisation pour achever l'exploitation actuelle avant de présenter un renouvellement pour une durée de 30 ans avec une extension géographique de son périmètre autorisé.</p> <p>L'inspection des installations classées a, dès à présent, attiré l'attention de l'exploitant sur les procédures associées à chacun des projets évoqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les prolongations d'autorisation de l'ordre de 2 ans pour achever l'exploitation d'un gisement ou procéder à une remise en état convenable sont généralement acceptées sur justification ; ➤ Pour quelques années au-delà de cette durée, il y a lieu d'envisager une consultation du public qui peut se limiter à une PPVE (participation du public par voie électronique) si aucune modification n'est demandée et que le suivi de la carrière ne montre aucun désordre ni dysfonctionnement ; ➤ Au-delà de cette période, une évaluation environnementale doit être envisagée. <p>Sachant que le renouvellement et l'extension géographique du périmètre autorisé est soumis à évaluation environnementale, l'inspection des installations classées recommande de procéder à une analyse approfondie des modifications évoquées et d'examiner l'intérêt de présenter un dossier unique de demande couvrant l'ensemble des projets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 1.5.4
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Prescription contrôlée – L'exploitant adresse au préfet le document établissement le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.
<p>Constats – L'acte de cautionnement transmis au préfet, daté du 02/10/2020 prévoyant un montant de 289 694 € sera échu le 31/12/2025.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'obligation de renouveler les garanties financières avant que l'acte de cautionnement précédent ne soit périmé. Le montant à prendre en</p>

caution est celui prescrit à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2022.

Pour rappel, à défaut de mise en conformité du réaménagement coordonné de la carrière au 31/12/2025, le montant à cautionner portera sur les 2 phases d'exploitation engagées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2007, article 2.4.11

Thème(s) : Risques chroniques, Maintien d'espèces sensibles

Prescription contrôlée – [...] l'exploitant aménage en périphérie proche du plan d'eau des mares de substitution visant à favoriser la migration des espèces sensibles [...]

Constats – Une nouvelle mare est en cours d'aménagement à l'approche de la zone Nord-Ouest. Elle nécessite encore des travaux d'atténuation de la pente de ses berges, un nivellement des sols à son approche et potentiellement des apports de terres végétales.

Il convient que cette zone soit protégée des piétinements dès que ses aménagements seront achevés.

Considérant les milieux proches, à l'instar de la mare aménagée au Nord-Est, l'exploitant considère qu'elle sera facilement colonisée par les batraciens.

Type de suites proposées : Sans suite